Monsieur le Président de la Polynésie française

Mesdames et Messieurs les Ministres

Monsieur le Président de l’APF

Mesdames et Messieurs les représentants

Mesdames et Messieurs les journalistes et internautes qui nous suivent en direct

Voter un budget, comme vous l’avez fait ces derniers jours, ou arrêter un plan de relance tel que celui qui vous est présenté aujourd’hui, implique **lucidité et pragmatisme**. Mais face à des bouleversements d’une ampleur et d’une telle brutalité, que nous mesurons encore très mal, c’est aussi pour nous tous, élus comme membres du gouvernement, **un devoir**.

Car, malgré les 10 mois que nous venons de traverser, le plus fort de la crise économique, sociale et financière est encore devant nous.

Nous avons pu espérer, un temps, que la parenthèse se refermerait après quelques mois, et que des ajustements et un soutien ponctuel permettraient de retrouver assez rapidement la trajectoire de croissance initiée auparavant. Ce ne fut pas le cas, malheureusement. **Il va falloir nous inscrire dans la durée.**

Les conséquences vont être plus profondes, plus dures, plus radicales que celles que notre Pays a eu à envisager ces dernières décennies. Nous n’allons pas seulement devoir réduire les effets d’une crise. Il nous faut nous placer dans la perspective **d’un changement pérenne**, un changement qui va nous contraindre à repenser nos modèles, à négocier une transition, **tout en préservant les plus fragiles d’entre nous**.

Il nous faut donc être à la hauteur de la tâche, et **collectivement**. Le plan que nous souhaitons vous présenter aujourd’hui est sans doute encore imparfait, et qui sera encore enrichi des échanges à venir. **C’est un choix que nous assumons pleinement**.

Devant de telles difficultés à venir, il nous a en effet semblé important non pas d’imposer un document finalisé dans les antichambres ministérielles mais de partager sa construction avec vous, élus de l’Assemblée et avec l’ensemble des acteurs économiques.

Notre objectif est de partir, dans un premier temps, de ce premier document préparé **collégialement** par le gouvernement pour aboutir à un plan de relance concerté à la fin du mois de janvier prochain **avec nos partenaires de la société civile**. Parce que la population attend des réponses, nous devons être **rapides**, **réalistes** mais aussi **agiles**.

Parce que l’avenir reste encore incertain, nous devons aussi accepter de faire évoluer, quand les circonstances l’exigent, ce qui n’est plus adapté **: il nous faut apprendre à être agiles**.

Ainsi, ce plan **est** et **doit rester évolutif**. Il doit conserver sa plasticité face à la situation sanitaire, économique, non seulement locale, mais aussi internationale. Il est à craindre, ou du moins à envisager, que nous vivons une rupture, un moment de bascule, où les échanges, la mobilité, les équilibres tels que nous les avons connus vont d’être fortement transformés.

Vous le savez, le Gouvernement a réagi immédiatement, élaborant et mettant en œuvre **un plan de sauvegarde** dès le mois de mars dernier, grâce aussi à votre mobilisation en urgence pour voter les textes nécessaires à son application. Il faut noter la complémentarité des efforts déployés, **entre le Pays et l’Etat**, mais également avec le volontarisme **des Communes et de leurs équipes** ainsi que **des entreprises**.

Les dispositifs successifs en faveur du maintien de l’emploi ont été efficaces, les effets immédiats ont été contenus. Les allègements de charges et le soutien aux entreprises ont également permis de préserver la majeure partie de notre appareil productif. [ ] Enfin l’aide aux plus démunis continue d’être déployée, et devra sans aucun doute se poursuivre et s’amplifier pour que **les inégalités ne soient pas plus exacerbées qu’elles ne le sont déjà** — et là encore les Tavana et leurs équipes communales sont aux côtés des agents publics du Pays pour porter assistance et soutien à ceux qui en ont besoin.

Jusqu’à présent donc, nous avons malgré tout contenu et atténué les principaux effets du choc économique et social que nous traversons. Si nous connaissons déjà une forme de récession, il n’y a pas **d’inflation excessive**, **pas de surcoût majeur des énergies**, **pas de licenciements de masse**.

Mais, vous le savez, au cours de l’année à venir, et sans doute les 2 années qui suivent, de nouvelles difficultés vont s’ajouter aux turbulences endurées par nos familles et par les acteurs de la vie économique. On peut craindre que les surendettements et des bulles financières, mais également la restructuration des entreprises par exemple, aggravent les obstacles à surmonter. Il nous faut agir et réagir. **Il nous faut anticiper, nous préparer et nous adapter.** C’est le sens de ce plan de relance.

**\*\*\***

Si un **plan de transformation économique** à l’horizon 2030 est une nécessité pour nous engager collectivement dans des perspectives et des axes qui tiendront compte de l’ensemble des leçons à tirer des bouleversements que nous vivons et que nous allons vivre encore plusieurs mois, nous avons besoin d’**un plan de relance sur 3 ans**, pour accompagner le rebond et la transition nécessaires, pour engendrer une dynamique de court terme, cruciale pour la société civile, et cruciale également pour maintenir l’équilibre de nos comptes publics. **C’est un premier pas**.

Ce plan doit donc être **conjoncturel**, se concentrer sur ses effets immédiats, avec deux axes majeurs qui ont déjà été énoncés par le Président :

**• Le premier axe est celui d’une large mobilisation en faveur du soutien à l’emploi**, à la résilience économique, destiné à combattre les effets directs de la pandémie mondiale à la fois de manière globale et plus spécifiquement sur certains secteurs stratégiques ;

**• Le second axe est celui de la solidarité**, qui doit être renforcée, puisque ce sont les plus vulnérables et les plus modestes qui vont souffrir d’abord et le plus durement.

Vous venez de voter le budget du Pays, je ne reviens donc pas sur ce qui vous a été présenté de manière détaillée par le Président du Pays, mais comme vous le savez, au final **56,3 milliards de crédits de paiement** seront disponibles en 2021 pour le plan de relance et les investissements.

C’est le potentiel global, et il dépendra de nos capacités d’exécution de pouvoir les injecter et les consommer en temps et en heure. C’est notre principal défi.

Les efforts conjugués de l’Etat et des Communes doivent venir encore amplifier cette dynamique.

Enfin, les investisseurs privés doivent se sentir impliqués et invités à participer à ces efforts sans précédent.

Pour établir ce premier plan de relance, plusieurs objectifs nous ont guidé, et chaque mesure a été présentée en fiches détaillées, avec un énoncé de la problématique soulevée, un descriptif technique ainsi que les impacts attendus et les indicateurs pour les évaluer. Oui ce plan de relance sera suivi comme un plan de vol avec des tableaux de bord tel un vol aux instruments.

• Tout d’abord, pour préserver notre capacité de production, il faut que les entreprises disposent **des capitaux et de la trésorerie suffisante**. Plusieurs mesures concourent à cet objectif, elles seront forcément complémentaires et devront viser **une efficacité maximale**. Certaines mesures concernent directement les entreprises disposant de nombreux salariés, tandis que d’autres vont venir soutenir la viabilité des TPE et PME.

Préserver les fonds propres, c’est garantir aussi leurs capacités d’adaptation, tant pendant la reprise d’activité des prochains mois que pour la transition vis-à-vis de nouvelles normes liées aux échanges et à la mobilité qui vont s’imposer au niveau international.

• Ensuite, les objectifs suivants concernent **la dynamique de la demande**, à la fois sur la consommation des ménages et celles des entreprises entre elles, mais également la commande publique.

Les carnets de commande doivent se reconstituer pour les secteurs les plus touchés. Les investissements localement doivent être attractifs. Je souhaite aussi que les Polynésiennes et Polynésiens qui en ont les capacités préfèrent investir ici, dans notre économie, plutôt qu’à l’extérieur du Fenua. Les incitations aussi à la consommation locale seront déterminantes pour nous soutenir les uns les autres.

S’agissant de la commande publique, je le disais, c’est **notre défi**. 2020 aura été une année record en termes de liquidation et de mandatement, malgré la crise.

Nos engagements, les dépenses du Pays, sont encore plus stratégiques en cette période qu’ils ne l’étaient depuis 5 ans.

En tant que Ministre en charge de la coordination de l’action gouvernementale, et en soutien au Président et au Vice-Président, je veillerai particulièrement à cette question.

Outre notre efficacité collective, il s’agit là aussi d’initier la transformation de notre économie en ciblant à la fois les projets liés à la transition énergétique et environnementale. On ne produira plus demain comme on le faisait hier.

• D’autre part, dans la continuité des mesures prises depuis mars dernier, nous souhaitons **préserver les emplois et renforcer les compétences**. Les dispositifs de maintien de l’emploi vont devoir se poursuivre jusqu’à ce que la reprise soit avérée, pour ne pas mettre les entreprises dans l’obligation de se séparer prématurément de leurs équipes. La formation, la réorientation, le perfectionnement vont être encouragés durant cette période, notamment au travers de l’apprentissage et de l’accompagnement technique aux acteurs.

Et dans un monde du travail où la digitalisation, la pluriactivité, la mobilité professionnelle au cours d’une carrière s’accentuent, l’accélération des tendances constatées ces dernières années semble **une évidence**. Il faut pouvoir y répondre. Il faut y préparer nos populations actives, et en particulier, il faut que l’insertion professionnelle de notre jeunesse soit au centre de nos préoccupations.

**\*\*\***

• Viennent ensuite **des objectifs sectoriels**.

Notre économie dépend de plusieurs grands secteurs. Soit parce que ce sont des héritages des décennies passées pour certains, soit parce qu’ils dépendent des spécificités géographiques qui sont les nôtres, soit parce qu’ils répondent à des enjeux d’adaptation aux changements qui nous font face.

Au premier titre, et ce n’est pas une surprise, le tourisme est un moteur évident de notre économie et c’est sans doute le secteur le plus impacté directement par la situation actuelle.

La remise en cause de la mobilité et des échanges internationaux, là encore, frappe de plein fouet notre première industrie. Il convient donc d’être à la hauteur de ces enjeux et de donner des perspectives à nos acteurs. Il nous faut aussi ne rien lâcher dans un environnement extrêmement concurrentiel. La reprise, la réouverture des destinations, va donner lieu à une bataille âpre avec nos concurrents. Là aussi, nous devons être prêts.

Ensuite, parmi nos ressources propres, **la pêche hauturière, la pêche côtière, l’aquaculture et la perliculture**, piliers de l’économie bleue, sont aujourd’hui les segments les plus stratégiques. Ils étaient déjà, avant la crise, dans des dynamiques d’expansion planifiées avec des feuilles de route construites ou en cours de construction. Il va nous falloir aller plus vite, accélérer leur transformation chaque fois que nécessaire, et démultiplier les effets induits. Les questions notamment de commercialisation à l’international, de compétitivité, d’ouverture de nouveaux marchés et débouchés, doivent être favorisées à court terme et dès que les possibilités de mobilité reviendront.

Face aux transformations mondiales, nous l’avons vu ces derniers mois de manière plus saillante encore que les années précédentes, **notre autonomie alimentaire d’une part, et notre autonomie énergétique d’autre part**, sont également des enjeux de premier plan si nous voulons être résilient, et si nous voulons être en capacité de nous adapter au monde tel qu’il sera au cours de la prochaine décennie.

C’est du bon sens, mais derrière l’affichage, ce sont de nombreux défis concrets et complexes à relever.

Il faut du **volontarisme**, mais pas seulement. Les constats sont clairs : nous ne sommes pas compétitifs, ni au niveau international, ni même au niveau régional.

Consommer des produits locaux revient souvent plus cher que de consommer des produits importés. Il en va de même pour notre énergie. Produire, en autonomie, nos propres énergies est extrêmement coûteux.

Pour compenser nos désavantages, il nous faut non seulement une vision claire et soutenable de ce à quoi nous souhaitons parvenir, mais il nous faut des mécanismes inédits, des circuits de production et de consommation renouvelés. Il nous a semblé pertinent que ce plan de relance s’inscrive dans ces transitions, et renforce ces dynamiques.

Pour en finir avec les objectifs sectoriels, là encore la crise aura servi de **catalyseur** et **d’accélérateur**, les nouvelles technologies, notamment digitales, et l’innovation doivent être au cœur de nos démarches.

Le Pays s’est déjà fortement engagé dans cette voie depuis plusieurs années. Nous avons pu mesurer combien nous avons non seulement encore du chemin à parcourir, dans nos entreprises, dans nos services et établissements, mais également dans notre vie de tous les jours.

En outre, nous pouvons être sur certaines techniques ou expérimentations, à la pointe de la recherche et des avancées. Outre la réduction de la fracture numérique, nous devons stimuler certaines formes de dématérialisation et de nouvelles technologies pensées et déployées **par et pour les insulaires que nous sommes.**

**\*\*\*\***

• Enfin, je l’ai annoncé au démarrage de cette présentation, **l’objectif de protection et de solidarité** doit être au cœur de notre démarche.

Il s’agit de cohésion, il s’agit aussi de lutter contre les inégalités sociales. Nous avons là une responsabilité lourde.

D’abord, il nous faut garantir l’équilibre des comptes sociaux du Pays. Notre modèle de protection sociale est mis à rude épreuve. Il faut adapter notre modèle, je dirais plus : **repenser notre modèle**.

Il nous faut là aussi évoluer et anticiper. Notre gestion actuelle de la PSG par régimes, et non par branche, touche ses limites.

Par ailleurs, notre taux de pauvreté, déjà préoccupant, risque de s’aggraver rapidement. Nous devons disposer de nouveaux dispositifs de solidarité et d’aides face à la précarité. Ce défi nous touche toutes et tous. Pas uniquement le Gouvernement. Il touche naturellement les communes, et l’ensemble des acteurs publics, mais il touche aussi l’ensemble de notre société civile. Nous devons faire corps sur ces questions. Notre cohésion doit être irréprochable. **La réforme s’impose naturellement d’elle même**

**\*\*\*\*\***

Voilà, à grands traits, l’ossature du plan que nous vous présentons.

Comme je l’annonçais tantôt, le détail des mesures va encore faire l’objet d’un travail dans les semaines qui viennent, pour être affiné et précisé, en concertation, jusqu’à la mi-janvier.

J’ai également demandé à mes équipes de pouvoir disposer d’une **vision claire de la gouvernance à mettre en œuvre pour piloter le déploiement de ce plan**. Je souhaite que l’on puisse s’assurer, autant le Gouvernement que l’ensemble de nos institutions, ainsi que les communes et nos partenaires, des avancées concrètes, au fur et à mesure de l’avancée des travaux.

Je souhaite une méthode inédite de gouvernance, qui tienne compte sans doute de **nos faiblesses** et de nos **points à améliorer** parfois dans le suivi de certaines feuilles de route, mais aussi de l’engagement et de l’implication de nos agents publics et de la société civile qui ne ménagent pas leurs efforts, depuis des mois, pour faire face à une situation brutale et inédite. Je voudrais les en remercier publiquement.

Ainsi, et j’espère que c’est aussi votre cas, je retiendrai les mots **d’efficacité, de solidarité, de cohésion** pour caractériser ce plan. Je vous le répète, il va encore évoluer dans les semaines à venir, n’hésitez donc pas à nous faire remonter vos remarques et vos suggestions.

Et il sera complété également à la fois par le plan quinquennal à finaliser avec l’État, et par un plan de transformation économique à l’échelle de la décennie.

Je vous remercie de votre écoute, et de votre engagement.